

AUTORITE/LIBERTE (Patrice Dartelvelle)

RÉFLEXIONS SUR LE DÉBAT (Jean-Jacques Amy)

REGIS DEBRAY ET LE CYNISME DE L'ACQUIESCEMENT (Patrice Dartelvelle)

QUAND LES MASQUES TOMBENT (Patrice Dartelvelle)

---

AUTORITE/LIBERTE

Un important sondage Ipsos-Cevipol sur les opinions des Français, dont les résultats ont été publiés en janvier (Le Monde du 25 janvier 2013), frappé beaucoup de défenseurs de la liberté. Deux chiffres-clefs, étroitement corrélés, ont, à juste titre, effrayé : 87 % des Français disent qu'il faut un "vrai chef" en France pour "remettre de l'ordre" et 86% disent que l'autorité est une valeur qui est souvent "trop critiquée aujourd'hui". Ces opinions sont mises en lien avec cinq groupes politiques majeurs en France.

Sur a deuxième question, celle de la critique de l'autorité, l'influence des opinions politiques est

quasi nulle : elle varie entre 95% pour l'UMP (même l'électorat FN est plus modéré: 84%...comme pour l'électeur PS) et 76% les électeurs du Front de Gauche. Il y a plus de flottement sur la question du "vrai chef" parce que les électeurs PS suivent moins massivement, 70% contre 98 et 97% pour les électeurs UMP et FN.

Le sondage donne d'autres chiffres-choc comme le rejet de l'islam (74% des Français pensent que la religion musulmane n'est pas compatible avec la société française pour 89% qui jugent la religion catholique compatible, ce qui montre bien que l'opposition laïques/catholiques est devenue secondaire).

C'est l'intégrisme religieux qui est visé : 5% des sondés jugent la religion musulmane tolérante et 21% plutôt tolérante (contre 24 et 48% pour la religion catholique-de quoi faire hurler les laïques). On ne peut toutefois transférer si aisément ces chiffres à la Belgique et aux autres pays européens.

D'autres enquêtes, sur ces thèmes liés à ce qui nous occupe montrent qu'aucun autre grand pays européen n'est aussi pessimiste. A la question maintenant traditionnelle "pensez-vous que vos enfants vivront mieux/aussi bien/moins bien que vous, des Français répondent "moins bien" contre 45% des Britanniques ou 53% des Allemands (Le Monde du 7 mai 2013 - enquête Ipsos pour Publicis). Pour une part ces réponses relèvent évidemment du fantasme mais ce fantasme est bel et bien dans les esprits.

Un troisième sondage (Gallup, Le Monde du 22 juin 2013) montre que le fait de vivre en France réduit de 20% la probabilité de se déclarer heureux. En clair, le sentiment du déclin occidental est le plus fort en France.

Celle-ci est le pays qui s'accommode le plus mal de la mondialisation, de l'ouverture des marchés, de l'impuissance ou du démantèlement des Etats-nations, sans doute parce que c'est le pays le plus attaché au rôle de l'Etat centralisateur. Elle est devenue une société de défiance (Yann Algan et Pierre Cahuc, La société de défiance, 2007). La spécificité extrême de la France est réelle, mais même si, selon toute vraisemblance, il faut pour les autres pays éroder sensiblement les chiffres, on n'est pas dans une société très confiante en elle-même, très optimiste, très ouverte. Pour la liberté d'expression, l'hostilité à la critique de l'autorité et le goût d'un chef sont de mauvais augure. Mais, comme toujours, ces sondages bruts sont un peu simplistes. En matière de liberté d'expression, la question en Europe n'est pas celle de la censure du chef ou de l'Etat mais celle de la demande de limitation de liberté par les citoyens

eux-mêmes. Le désir du recours au chef peut exprimer naïvement ce désir que l'Etat fasse taire les divergents.

Mais contrairement au passé, on ne voit pas clairement de volonté de s'en prendre aux autres groupes politiques.

Où sont leurs différences réelles ?

L'enquête Ipsos-Cevipol montre d'ailleurs un estompement des oppositions partisans : on voit des convergences UMP/FN et dans une certaine mesure FN/Front de Gauche (ce qui éclaire bien des débats sur le populisme).

L'opposition à l'islam en tant que religion intolérante, "qui cherche à imposer son mode fonctionnement" peut être ambiguë.

Elle peut servir à masquer une hostilité viscérale à un groupe nouveau, différent, devenu revendicatif tout en se repliant sur lui-même (mais laissons de côté la sornette de l'islamophobie).

Mais c'est aussi pointer là où le bât blesse le plus - et c'est bien visé. On le voit dans la comparaison avec les opinions sur la tolérance de la religion catholique. Il ne s'agit pas d'une hostilité à la religion, à la croyance mais du refus d'accepter des musulmans ce qu'on a réussi à refuser aux catholiques.

Patrice Dartevelle

---

## RÉFLEXIONS SUR LE DÉBAT

LÉONARD – HAARSCHER DU 23 AVRIL 2013

Dans la soirée du 23 avril dernier Mgr. André Léonard, archevêque de Malines-Bruxelles, et Guy Haarscher, professeur honoraire à l'Université Libre de Bruxelles, devaient très pacifiquement croiser le fer au cours d'un débat ayant pour thème : « Blasphème : Offense ou droit de s'exprimer », organisé par la LABEL.

Le vénéré président de cette association, Patrice Dartevelle, assurerait, avec la compétence qu'on lui connaît, le rôle de modérateur.

La réunion, qui avait lieu à l'auditoire K du Campus Solbosch de l'ULB, semblait s'annoncer sous les meilleurs auspices : les orateurs étaient présents, plus deux cents personnes s'étaient déplacées et de très nombreux photographes de presse mitraillaient sans relâche le prélat qui, tout sourire, se prêtait à ce jeu.

Sans doute éprouvait-il quelque satisfaction, bien compréhensible, à l'intérêt médiatique dont il était l'objet, après les critiques souvent acerbes de la presse à son égard pour des propos tenus par lui et qui avaient été jugés homophobes.

Le président de séance avait entamé son introduction à la joute qui devait faire suite, et, c'est à ce moment-là que...

Quatre jeunes femmes dépoitraillées et dont le torse était couvert de slogans avaient dévalé en trombe les marches d'une des allées de l'auditoire et avaient sauté sur l'estrade, en voulant visiblement au haut dignitaire de l'Eglise.

L'une d'elles brandissait à bout de bras une banderole portant pour texte "STOP HOMOPHOBIA". Les trois autres, munies chacune d'un flacon en matière plastique ayant la forme d'une Madone de Lourdes, avaient aspergé de son contenu le prêtre qui, résigné et très digne, toujours assis, avait pris une position de prière, les mains avec les doigts entrecroisés devant le bas du visage, la tête légèrement penchée vers l'avant et les yeux clos.

Dans les quelques secondes qui suivirent quatre personnes s'étaient interposées entre les sauvageonnes hurlant des slogans vindicatifs et leur victime immobile et prête à subir l'affront sans y opposer d'autre résistance qu'une maîtrise de soi qui forçait l'admiration.

Le malheureux prélat était trempé.

Autour de lui, l'agitation était extrême : quatre preux chevaliers masculins s'opposaient de façon diverse à autant de représentantes déchaînées du groupe Femen et voulaient mettre un terme immédiat à l'agression caractérisée de ces dernières.

Johannès Robyn, secrétaire de la LABEL, avait saisi à bras le corps une des jeunes femmes.

Mais, honni soit qui mal y pense : la seule intention dans son chef était de protéger un de nos orateurs invités.

Nous n'avions pas connaissance, à ce moment, de la nature du liquide projeté sur Mgr. Léonard.

Tout comme un autre monsieur qui était intervenu, l'auteur de ces lignes s'était borné à faire rempart de son corps aux assauts de la gent féminine.

Patrice Dartevelle, très conscient de sa responsabilité, était intervenu avec plus de détermination et avait gratifié la plus vindicative des jeunes femmes d'un coup de pied aux fesses qui, comme tous les autres moments de cette très brève empoignade, avait été fixé pour l'éternité par les paparazzi ravis, avant qu'ils ne s'esquivent.

Que fallait-il faire, une fois le calme revenu, sinon permettre à Mgr. Léonard de se sécher et reprendre la séance là où elle avait été interrompue ?

Le débat se tint donc, mais sans le moindre affrontement. Tous les intervenants, profondément choqués par la violence inqualifiable de l'incident dont ils avaient été témoins ainsi que par la collusion évidente entre des militantes assoiffées de publicité et des photographes de presse enchantés de pouvoir vendre à bon prix des photos d'un goût douteux, firent preuve de la plus grande modération dans leurs propos.

En dépit du talent oratoire de Guy Haarscher, l'échange entre les orateurs, par trop courtois et consistant surtout à trouver des points d'entente plutôt qu'à confronter des divergences d'opinion, perdit indubitablement de son intérêt. Mais après l'intervention musclée des Femen, une alternative était impensable pour des personnes conscientes de la responsabilité sociale qui leur incombe : il fallait calmer le jeu.

Même si la joute oratoire espérée n'avait pas répondu à l'attente, les deux protagonistes principaux avaient donné une belle et très convaincante leçon de tolérance.

Il est révoltant qu'aucun organe de presse n'en ait fait état. Plus de trois mois se sont écoulés.

Qu'ai-je retenu de ce 23 avril ?

Premièrement, qu'il ne convient de porter de jugement sur quiconque qu'en connaissance de cause : André Léonard, dont je n'étais pas un incondicional admirateur, m'a impressionné par sa force de caractère. La dignité de sa réaction a contribué à sauver une soirée que certaines

avaient tenté de saboter.

Je sais ne pas être le seul à penser ainsi.

Deuxièmement, qu'il est intolérable qu'une rencontre ouverte à tous, dont le thème est la LIBERTE D'EXPRESSION, puisse être troublée par un groupuscule prétendant défendre ce même droit, entre autres dans le domaine de la sexualité. Choisissez mieux vos cibles à l'avenir, Mesdames, et étonnez-nous en engageant le dialogue avec vos opposants ; cela est, sans aucun doute plus difficile que de se dénuder la poitrine car cela suppose un effort de réflexion préalable et la tenue d'un discours bien argumenté.

En êtes-vous capables ?

Ensuite, que la presse belge a singulièrement manqué à son devoir d'information en cette occasion. Elle a, dans son ensemble, accordé la priorité à l'exploitation d'un sensationnel primaire plutôt qu'à la relation objective et nuancée d'événements lourds de signification.

Enfin, qu'un coup de pied au cul mérité et pas trop appuyé n'a jamais fait de tort au/à la propriétaire de l'arrière-train concerné.

A l'appui du caractère bénin de la percussion d'une certaine fesse rebondie, je préciserai que Patrice Dartevelle n'a toujours pas reçu d'offre d'emploi du Manchester United ni du Real de Madrid.

Le pauvre homme, qui depuis quelque temps dispose de plus de loisirs et a en sainte horreur l'oisiveté, en est fort contrit.

Jean-Jacques Amy

---

## REGIS DEBRAY ET LE CYNISME DE L'ACQUIESCEMENT

Avec d'autres (sans doute trop rares sauf chez les humoristes et caricaturistes), j'ai plus d'une fois souligné la régression de la liberté d'expression depuis vingt ans. La recherche des causes de cette évolution négative en devient des plus importantes mais elle reste à faire.

J'ai déjà évoqué à titre d'hypothèse d'explication les effets pervers du déclin des idéologies structurantes d'autrefois.

La domination actuelle d'une idéologie de type post-moderne fait que plus personne n'ose afficher de position, sauf à l'intérieur d'un jeu convenu. Argumenter et plus encore exiger de l'autre qu'il argumente deviennent des marques d'intolérance (1). 8 % des Français se risquent encore à affirmer que leur croyance est vraie, le 92 autres ne se hasardent plus à rien et ne détestent rien tant que les 8 %.

On voit bien, et là c'est plus qu'une hypothèse, que, consciemment ou non on a perdu la définition classique de la tolérance, le respect de la personne d'autrui malgré les oppositions politiques, religieuses ou philosophiques.

Comme si voltaire avait jamais eu du respect pour les dogmes du christianisme ou de l'islam !

On a remplacé ce produit des Lumières par le respect des idées d'autrui, position intenable s'il en est. Même si la source du problème ne peut se trouver là (l'apparition du changement est antérieure), la contamination des idées par le respect des groupes d'immigrés et de chaque immigré dans une société devenue multiculturelle à dû ajouter à une tendance lourde qui avait commencé son chemin.



D'autres voies de recherche sont possibles.

Il faudrait par exemple analyser ce qu'on peut conclure des travaux de Gérald Bronner, professeur de sociologie à l' Université de Paris-Diderot, sur les croyances et spécialement son dernier et magistral ouvrage, *La démocratie des crédules* ( PUF , 2013 ) qui montre l'expansion de l'irrationalité qu'activent les médias.

Non seulement l'enseignement, montre-t-il, est incapable de corriger ces tendances mais il les accroît : hormis ceux qui

ont un diplôme élevé dans les sciences "dures", plus on est diplômé, plus on est crédule ! (2)

Ce point mériterait de longues réflexions.

Le cynisme de l'acquiescement

Inconsciemment, au sens où la question de la liberté d'expression pour les idées qui choquent ou qui blessent n'était pas son propos, Régis Debray formule une remarque intéressante et utilisable pour notre recherche dans son dernier ouvrage, *Le bel âge* (3).

Il y constate et déplore la contagion de ce qu'il appelle un "cynisme de l'acquiescement". Il s'agit de l'idée que " la facilité qu'on a de se tenir au courant incite à s'y couler, dans le courant ".

Il vise le fait que, noyé d'informations, le citoyen ne juge plus des choses, des écrits , des paroles et des personnes et est incapable de faire autre chose que d'acquiescer à ce qui se dit ou se fait. Ainsi "la critique littéraire s'aligne sur la liste des meilleures ventes , le philosophe sur l'animateur et, plus largement, ce qu'on devrait faire sur "ce qui se fait partout"...Une ineptie devient sagace à 51 % de bonnes opinions... et une nouvelle est crédible parce que sur tous

les sites".

Se référant à Milan Kundera , il relève que "le degré de vitesse est proportionnel à l'intensité de l'oubli " et propose de refaire de la durée, de ralentir, de travailler.

Ce qui s'est développé, c'est "notre faculté d'accommodement au fait accompli".

Certes, la tonalité générale du livre est dominée par l'amertume d'un vieux bougon et on aura, grâce à cela, vite fait de se débarrasser du gêneur.

On ne contredit pas la télé

En fait, le cynisme de l'acquiescement rejoint l'idée qu'on ne peut plus argumenter qu'on n'argumente plus et en tire la conséquence : on ne peut contester ce qui se fait. On est par conséquent incapable de critiquer. Plus encore, malgré tous les discours enjôleurs sur nos libertés démocratiques, critiquer ne peut plus se faire que dans d'étroites limites : contester ce que disent les grandes chaînes de télévision n'est plus de l'ordre du possible.

La tolérance prise comme le respect de celui qui dit des choses que l'on juge inacceptables n'a plus cours. Bien plus, il est nécessaire et légitime de le faire taire.

La désillusion est maintenant là (il y a encore parfois des réalités qui n'écoutent pas la télé...), mais le traitement médiatique du drame syrien jusqu'à ces derniers mois en dit long sur la domination de l'opinion et la puissance du politiquement correct.

En France, Bernard-Henri Lévy dit, la télévision et Le Monde suivent (ce serait intéressant de savoir si les responsables suivent, veulent suivre, doivent suivre) et tout le monde - et donc la Belgique francophone - doit s'incliner et se taire.

Certes, l'affirmation publique d'opinions minoritaires ou rares a toujours été difficile. Mais ce qui est différent, c'est la manière dont prend telle ou telle mayonnaise malgré la médiocre qualité des ingrédients ou l'inexpertise du cuisinier. Le processus est rapide et opaque.

Curieusement, il arrive parfois que de vrais puissants n'adhèrent pas au politiquement correct (Barack Obama avait bien peu d'enthousiasme dans la question syrienne).

Mais un débat authentique dans les médias, dans l'opinion publique, c'est hors sujet, sauf si personne parmi les leaders d'opinion, les puissants ou les médias ne veut s'en occuper.

Où sont les meetings d'antan où on pouvait conspuer l'orateur ? Dès lors la voie est libre pour les conformismes fabriqués qu'on nous impose régulièrement.

Patrice Dartevelle

(1) J'ai eu autrefois l'insolence d'écrire dans Espace de Libertés qu'un débat démocratique impliquait le devoir de rendre compte de ses positions. Mal m'en a pris ! Une présidente de maison de la laïcité m'a vertement tancé pour des propos aussi autoritaires et liberticides !

(2) Avant l'été, Le Monde avait dit de cet ouvrage que s'il ne fallait lire qu'un essai ces vacances, ce devait être celui-là. Lecture faite, j'approuve hautement.

(3) Paris, Flammarion, Café voltaire, 2013, 109 pp. Prix : environ 12 euros. Voir spécialement les pages 69-72

---

## QUAND LES MASQUES TOMBENT.

Une « association de défense des musulmans » - sans doute la Ligue de défense judiciaire des musulmans - vient de porter plainte contre Charlie Hebdo pour blasphème devant le tribunal correctionnel de Strasbourg ( voir le site du Figaro le 4 décembre 2013, repris par Le Soir papier du lendemain ).

C'est la une du numéro du 10 juillet 2013 qui est visée. L'hebdomadaire satirique avait osé : " Le Coran c'est de la merde, ça n'arrête pas les balles".

Strasbourg, c'est l'Alsace, région où l'ancien article du code pénal allemand qui punit le blasphème a toujours force de loi. L'article du code n'est donc pas neuf (1861) et son application dans notre cas ne sera pas simple (entr'autres difficultés, l'article en cause ne protège que les religions chrétiennes et les communautés reconnues).

De toute manière, les masques tombent même si cette association ne peut représenter tous les musulmans.

Régulièrement quand un incident ( ou plus ) se produit, genre attentat contre le caricaturiste danois qui avait réalisé les caricatures de Mahomet les plus violentes, les responsables religieux condamnent la violence mais sur un ton compassé et en des termes peu clairs, ils veulent en fait une loi interdisant de blasphémer. J'ai le souvenir personnel d'une émission à RTL à laquelle je participais où le schéma que je viens de décrire était aveuglant...et où j'étais fort seul.

L'autre coupable, c'est la Cour européenne des droits de l'homme. Si elle n'avait pas renversé en 1994 sa jurisprudence constante depuis 1976 ( 1 ), année où elle avait indiqué qu'il fallait protéger les idées "qui heurtent, choquent ou inquiètent", il serait aisé d'écarter toute inculpation pour blasphème, même là où une loi répressive existe. On a préféré soulever le couvercle de la boîte de Pandore...

Patrice Dartevelle

(1) pour la remplacer par une doctrine filandreuse et imprévisible cf Louis-Léon CHRISTIANS, Polémiques religieuses et intention cachées. Nouvelles sacralités et méta-discriminations en droit contemporain, in Le blasphème: du péché au crime. Editions de L' Université libre de Bruxelles, Problèmes d'histoire du christianisme, tome XXI, 2011, pp.107-119.